



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

FR

Bruxelles, le 22 février 2005
6427/05 (Presse 36)
(OR. en)

**Conseil de coopération UE-Moldavie
Septième session tenue à Bruxelles le 22 février 2005**

Communiqué de presse de l'UE

Le Conseil de coopération entre l'Union européenne (UE) et la Moldavie s'est réuni pour la septième fois le mardi 22 février 2005. Cette session était présidée par M. Vasile Tarlev, premier ministre de la Moldavie. La délégation de l'UE était conduite par M. Jean Asselborn, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères et de l'immigration du Luxembourg. La Commission européenne était représentée par M^{me} Benita Ferrero-Waldner, membre de la Commission européenne chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage. M. Javier Solana, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, a également participé aux discussions.

Il s'agissait de la première session du Conseil de coopération organisée depuis l'élargissement de l'UE à 25 États membres le 1^{er} mai 2004. L'UE s'est félicitée de la ratification, par le parlement moldave, du protocole étendant l'APC (accord de partenariat et de coopération) aux nouveaux États membres de l'UE.

P R E S S E

Cette session du Conseil de coopération a donné à l'UE et à la Moldavie l'occasion de signer un document officiel lançant la mise en œuvre du plan d'action (PA) préalablement approuvé dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de travailler en totale coopération pour exploiter les nouvelles possibilités qu'offre la PEV à partir des valeurs communes qui constituent le fondement de cette politique.

L'UE a profité de cette occasion pour souligner l'importance majeure qu'elle accorde au déroulement démocratique des élections législatives qui auront lieu en Moldavie le 6 mars 2005. Les États membres de l'UE et la Commission européenne apporteront leur soutien et leur contribution à la mission d'observation électorale du BIDDH de l'OSCE. L'UE suivra de près les travaux de la mission et prendra soigneusement note de son rapport final.

La session a été précédée d'un petit-déjeuner de travail au cours duquel la question de la Transnistrie a été examinée. L'UE a indiqué qu'elle continuait à appuyer les efforts de médiation déployés dans cette région par l'OSCE.
